

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

MACOT-LA-PLAGNE

Analyse et éléments de réponse à l'avis du
20/11/2025 de la MRAe et ce, afin de
permettre une reconsidération de la position
initiale (recours gracieux)

Janvier 2026

SOMMAIRE

L'objet de la procédure de modification simplifiée du plu3

Analyse des considérants de l'avis de la mrae et éléments justifiant du recours
gracieux déposé.....4

Considérant 14

Considérant 24

Considérant 35

Considérant 47

Considérant 58

Considérant 69

Considérant 710

Considérant 811

Considérant 912

Rendu de l'avis de la MRAe12

L'OBJET DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU

La commune déléguée de Macot la Plagne est concernée par une exploitation de carrière. Il s'agit de la carrière appartenant à la société Carrières de la Plagne (aujourd'hui SARL CARRIERE DE LA PLAGNE) située au lieu-dit « La Plagne » et « Plante Melay ».

Par délibération du 14 novembre 2011, le conseil municipal de la commune de Macot la Plagne a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le 17 décembre 2014, par arrêté n°2014-253, a été prescrite la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Macot la Plagne. Cette procédure consistait à rectifier une erreur matérielle présente dans la représentation graphique et ainsi régulariser l'emprise réelle de la carrière de la Plagne, et ce conformément à l'avis de l'Etat émis lors de l'arrêt du projet de PLU en décembre 2010 (*avis détaillé dans la notice de présentation, page 4*). **La modification simplifiée n°2 a été approuvée le 02 mars 2015.** Elle a permis d'ajuster le zonage de manière à intégrer correctement le périmètre d'exploitation de la carrière.

Le 4 novembre 2019, un nouveau PLU de la commune de Macot-la-Plagne a été approuvé. Ce document, toujours en vigueur à ce jour, a fait l'objet d'une évaluation environnementale et prévoit bien une zone Nca, correspondant à une « zone naturelle destinée à l'exploitation de carrière ». Toutefois, cette zone ne reflète pas l'emprise réelle de la carrière, dans la mesure où **le règlement graphique ne reprend pas le périmètre tel qu'approuvé dans le cadre de la modification simplifiée n°2 adoptée en 2015.**

Depuis lors, le PLU approuvé en 2019 a fait l'objet :

- D'une première modification de droit commun et une révision allégée, réalisées afin de permettre la réalisation d'un projet de télécabine sur le secteur de la Roche de Mio. Ces dernières ont été approuvées par délibération le 4 avril 2023.
- D'une modification de droit commun n°2, approuvée le 1^{er} juillet 2025 afin de permettre la réalisation d'un projet d'aménagement touristique au Col de Forcle.
- D'une modification de droit commun n°3, approuvée le 2 décembre 2025 afin de permettre la modification de l'OAP n°1 « Fontaine ».
- De la présente procédure de modification simplifiée du PLU de 2019 qui a pour objectif de régulariser l'emprise réelle de la carrière de la Plagne en adaptant le règlement graphique et écrit de la zone « NCa ».

Dans le cadre de cette procédure de modification simplifiée, le 22 septembre 2025, la commune de La Plagne Tarentaise vous a saisi d'une demande d'avis, enregistré sous le n°2025-ARA-AC-4086.

Par un avis conforme délibéré le 20 novembre 2025, vous avez considéré que la modification simplifiée n°1 requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux.

Toutefois, au regard des différents considérants sur lesquels s'appuie cette décision ainsi que des éléments apportés par la commune dans le présent document, la commune de La Plagne Tarentaise vous sollicite à l'effet de revoir votre décision.

En effet, certains éléments du dossier de cas par cas ad hoc, ainsi que de la notice annexée, ont pu prêter à confusion ou appelaient des précisions complémentaires. Des renforcements du règlement écrit ont en outre été apportés afin de prendre en compte plusieurs observations formulées dans votre avis du 20 novembre 2025.

Tous les considérants ont été analysés et trouvent réponses dans le présent document. Les pièces initialement soumises ont également été modifiées : cas par cas ad-hoc et notice de présentation et sont jointes.

ANALYSE DES CONSIDERANTS DE L'AVIS DE LA MRAE ET ELEMENTS JUSTIFIANT DU RECOURS GRACIEUX DEPOSE

Considérant 1

Considérant de la MRAe

Considérant que la commune déléguée de Mâcot-la-Plagne compte 1848 habitants en 2013, est couverte par un PLU ayant fait l'objet de l'avis de l'Autorité environnementale n°2019-ARA-AUPP-00628 en date du 11/04/2019 ; que la carrière située à Plagne 1800, objet de la présente modification, a fait l'objet de l'avis de l'Autorité environnementale (Préfet de région) n°2017-ARA-AP-00273 du 23/07/2017.

Réponses détaillées apportées par la commune :

Ce considérant n'appelle pas d'observation de la part de la commune.

Considérant 2

Considérant de la MRAe

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 a pour objet :

- la modification du règlement graphique portant sur une extension de l'emprise de la zone naturelle carrière Nca d'environ 4 ha ;
- la modification du règlement écrit pour cette zone Nca, avec l'autorisation d'affouillements pour permettre le comblement :
 - « sont exclusivement autorisés en zone Nca : les installations et équipements liés aux travaux d'exploitation de la carrière et au stockage des matériaux traités ; dans le cadre de la remise en état, le remblayage aux moyens de déchets inertes extérieurs au site » ;
 - la suppression d'une interdiction d'équipement pour la gestion des déchets ;
- par sa mise en œuvre, la possibilité d'extension de la carrière existante.

Réponses détaillées apportées par la commune :

Il convient de bien dissocier **la zone d'exploitation de la carrière** de la **zone de « modification » du règlement graphique car les deux ne se confondent pas.**

S'agissant du PLU, il est à noter qu'il n'y a pas d'extension, dans la mesure où le périmètre de la présente modification correspond à celui de la modification de 2015.

Or le considérant fait référence à une « *extension d'emprise de la zone naturelle carrière Nca d'environ 4 ha* », qui ne fait pas référence à la zone concernée par la demande de modification du PLU.

Au demeurant, l'impact de la modification qui nous occupe est sinon nul du moins extrêmement limité puisque le nouveau périmètre correspond à celui de la modification de 2015 qui n'avait pas été repris suite à une erreur formelle dans le PLU de 2019.

Ainsi, formellement en considération du PLU de 2015, il n'y a pas d' « extension » de ce périmètre (cf figure ci-dessous)



- Périmètre de la modification simplifiée n°2 en date du 02 mars 2015 et périmètre de la présente modification
- Périmètre de localisation de la carrière présent dans le dossier de la modification simplifiée n°2 du 02 mars 2015
- Périmètre de l'arrêté préfectoral du 05 mars 2018
- Périmètre du dossier de demande du 28 février 2025

Seul le périmètre figurant en bleu sera exploité (périmètre du dossier de demande du 28 février 2025).

Ainsi, le périmètre d'extension de l'emprise de la zone NCa proposé par la présente modification, qui reprend le périmètre approuvé dans la modification simplifiée n°2 en date du 02 mars 2015 (en vert), ne signifie pas que l'intégralité du périmètre NCa est ouvert à l'exploitation des sols.

Considérant 3

Considérant de la MRAe

Considérant que le projet de modification des conditions d'exploitation d'une carrière alluvionnaire hors d'eau à ciel ouvert des « Carrières de la Plagne », en cours d'instruction, non soumis à évaluation environnementale par décision de la préfète de département du 26/06/2025, et devant aboutir à un arrêté préfectoral complémentaire relatif à une modification/extension du périmètre ICPE de la carrière ainsi qu'une modification des conditions de remise en état finale du site par remblayage au moyen de déchets inertes, porte sur :

- une extension du périmètre ICPE d'une surface de 14 317 m² ;
- un volume de matériaux exploitables (gisement résiduel) de l'ordre de 90 000 m³ (soit environ 153 000 tonnes) ;
- un volume de déchets inertes nécessaire à la remise en état du site par remblayage total estimé à 400 000 m³ (soit un flux annuel compris entre 35 000 m³/an et 45 000 m³/an), au moyen de déchets inertes extérieurs issus des chantiers locaux de terrassement localisés sur les sites d'altitude de la Plagne (La Roche, Plagne Centre, Plagne 1800, Plagne Bellecôte, Belle Plagne, Plagne Villages, Plagne Soleil...);

Réponses détaillées apportées par la commune :

1. Dans les considérants est rappelé le projet de modification des conditions d'exploitation d'une carrière alluvionnaire hors d'eau à ciel ouvert déposé par la Société « CARRIERES DE LA PLAGNE » le 11 juin 2025. Cela pourrait laisser supposer que cet avis est fondé sur un élément extérieur à la seule procédure de modification du PLU.

2. En toutes hypothèses, le nouveau règlement de la zone Nca autorise uniquement l'exploitation de la carrière :

« sont exclusivement autorisés en zone Nca :

- les installations et équipements liés aux travaux d'exploitation de la carrière et au stockage des matériaux traités ;

- dans le cadre de la remise en état, le remblayage au moyen de déchets inertes extérieurs au site. »

Or, suivant décision en date du 26 juin 2025, et après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement **le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière alluvionnaire hors d'eau à ciel ouvert des Carrières de la Plagne n'a pas été soumis à évaluation environnementale et ce dès lors qu'il a été constaté qu'il n'était pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine**

Dans ce contexte très spécifique, il est donc difficile de comprendre pourquoi une évaluation environnementale est requise pour la modification du PLU.

3. Par ailleurs, la commune souhaite préciser les éléments suivants :

- I. Ce projet n'est présenté que de manière partielle dans les considérants. En effet, il n'est pas fait état du fait qu'il vise un réaménagement global et cohérent
 - o En favorisant l'intégration paysagère du site par un raccordement au terrain naturel périphérique ;
 - o En rectifiant l'emprise de la fosse existante (en partie Nord du site) et réintégrant la totalité de cette fosse d'extraction dans le périmètre d'autorisation ICPE du site ;
 - o En réintégrant dans ce même périmètre ICPE, les terrains ayant fait l'objet d'une cessation partielle d'activité en octobre 2022 (en partie Sud du site) ;
 - o En améliorant significativement et de façon pérenne la mise en sécurité et la stabilité de la fosse d'exploitation.
- II. La commune souhaite ajouter que le projet tel qu'il figure dans le dossier transmis par la société ne correspond pas à l'ouverture de 14 317 m² de nouvelle surface exploitable mais bien à la rectification de l'emprise du site et à la réintégration de la surface ayant fait l'objet d'une cessation partielle d'activité.

Dans tous les cas, et si l'analyse devait avoir été basée sur le projet d'exploitation (sous les réserves *supra*), ce projet devrait avoir été pris en compte dans sa globalité.

4. Enfin la commune souhaite attirer l'attention de la MRAe sur les difficultés rencontrées à l'échelle départementale en matière de gestion des déchets inertes.

À ce titre, elle a notamment participé, le 20 mars 2024, à une séance de travail organisée par Monsieur le Préfet, ayant pour objet l'amélioration de la gestion de ces déchets en Savoie. Lors de cette rencontre, les services de l'État ont souligné le nombre insuffisant d'installations susceptibles d'accueillir des déchets inertes (28 sites recensés en 2024), ainsi que la recrudescence de dépôts et de sites illégaux, susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment par la destruction de zones humides, l'atteinte à des espèces protégées ou la dégradation de terres agricoles (source : site de la Préfecture).

Il a également été souligné l'intérêt de la mise à disposition d'un site d'accueil pour les chantiers locaux de terrassement. En effet, à l'échelle communale, la remise en état du site et la possibilité d'y accueillir des déchets inertes permettraient de **limiter les déplacements des poids lourds vers la vallée** pour l'évacuation des déblais issus des chantiers locaux de terrassement, contribuant ainsi à la réduction des nuisances, de la circulation et de l'impact environnemental.

C'est dans ce contexte que la commune a engagé la présente procédure de modification, laquelle est cohérente avec le dépôt du dossier de demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière.

Considérant 4

Considérant de la MRAe

Considérant les caractéristiques du territoire concerné :

- un site partiellement déjà remanié ; des secteurs ont déjà fait l'objet d'opérations de décapage antérieures et présentent des sols nus ou très peu végétalisés ;
- la présence de boisements de sensibilité forte à l'intérieur du périmètre d'autorisation ICPE projeté et de la zone Nca, secteurs de forêt urbaine d'altitude protégés au titre des articles L.151-23 et R.151-43 (4°) du code de l'urbanisme ; hors espaces boisés classés ;
- dans le périmètre d'un site archéologique ; la carrière a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2005, portant interdiction d'exploiter une zone d'une surface de 8 540 m², localisée à l'Est de la carrière (parcelle n°1390-lieu-dit « La Plagne ») ;
- dans les secteurs R1 et R2-a du plan de prévention des risques miniers (PPRm) avec des aléas de type « effondrement localisé » et « affaissement », où l'exploitation de carrière est autorisée ;
- au sein du Scot Tarentaise Vanoise approuvé le 14/12/2017, dont le PADD cible d'autres secteurs
- pour la création de nouvelles Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) : « les secteurs de Moûtiers, Bourg-Saint-Maurice et Tignes/Val d'Isère »
- à proximité des Znieff 1 « Forêt du mont Saint-Jacques » également classée en forêt de protection et « Mont Jovet » ; à plus de 1,5 km du périmètre d'inventaire national du patrimoine géologique « Cargneules et gypse triasiques de la grande rochette à la Plagne » ;
- à 3 km du site Natura 2000 ZSC n°FR8201777 « les Adrets de Tarentaise »
- non concerné par l'aléa amiante environnementale : un inventaire de 2012-2014 BRGM n'a pas révélé d'amiante naturel dans le gisement de la carrière selon le dossier de 2017 ;

Réponses détaillées apportées par la commune :

1. La présence des boisements de sensibilité forte (secteurs de forêt urbaine d'altitude protégés au titre des articles L.151-23 et R.151-43 (4°)) est effectivement recensée au sein de la zone NCa concernée par la présente modification.

Pour autant, la modification envisagée du PLU n'aura aucun impact sur ces boisements.

Toutefois, la commune souhaite réaffirmer encore plus explicitement sa volonté de ne porter aucune atteinte à ces milieux.

Ainsi, elle **prend en compte l'avis de la MRAe sur ce point et renforce le règlement écrit (article 2-NCa).**

La nouvelle version précise que les exceptions concernant les forêts urbaines d'altitude protégées au titre des L.151-23 et R.151-23 (4°) du Code de l'urbanisme pour les travaux autorisés ne pourront se faire qu'au sein du périmètre d'autorisation d'exploitation, mais non pas dans l'intégralité de la zone NCa et ce, via la mention suivante :

« En dehors du périmètre d'exploitation de la carrière en vigueur, les boisements doivent être préservés ».

Enfin, il convient enfin de souligner que le projet de l'exploitant n'entraînera aucune atteinte à ces secteurs (mesures d'évitement). Au contraire, les opérations de remise en état prévues visent à restituer ces espaces à leur vocation initiale, par l'aménagement d'une zone naturelle boisée permettant d'assurer une continuité écologique avec les massifs boisés attenants (source : porter à connaissance de la carrière, établit pour préciser les détails du projet).

2. Concernant le patrimoine archéologique, afin de confirmer la protection des sites archéologiques, **la commune prend en compte l'avis de la MRAe et renforce le règlement écrit (article 2-NCa)** afin d'indiquer que :

« Les travaux d'exploitation de la carrière sont interdits au sein de l'emprise des sites archéologiques avérés, conformément à l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 portant interdiction d'exploiter une zone d'une surface de 8 540 m², localisée à l'Est de la carrière ».

En outre, le site archéologique fait désormais l'objet d'une présentation détaillée dans la notice de présentation.

On notera, au demeurant, que les sites archéologiques avérés situés dans l'emprise du secteur NCa ne seront pas impactés par l'exploitation du site.

En effet, le périmètre d'autorisation d'exploitation présent dans le dossier de demande du 28/02/2025 n'empiète pas sur les sites archéologiques avérés mentionnés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2005 portant interdiction d'exploiter une zone d'une surface de 8 540 m², localisée à l'Est de la carrière (parcelle n°1390-lieu-dit « La Plagne »).

L'arrêté préfectoral et le plan permettant de situer la zone de protection ont été annexés à la notice de présentation.

3. Enfin, une erreur a été commise s'agissant de la nature de l'activité. En ce sens, le secteur faisant l'objet de cette procédure de modification simplifiée n°1 consiste en **la remise en état d'un site par remblayage, et non en une nouvelle Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)**. Il permet donc d'envisager l'accueil de déchets inertes sans nécessiter d'ouvrir un nouveau site, en mobilisant une carrière déjà existante.

Considérant 5





Considérant de la MRAe

Considérant que la collectivité indique régulariser une erreur matérielle sur le périmètre Nca actuel et que le périmètre inscrit dans cette modification, correspondrait à celui approuvé dans la modification simplifiée n°2 du 02 mars 2015 du PLU ; que pour autant, le recalage au niveau parcellaire agrandit le zonage NCa de 4 ha

Réponses détaillées apportées par la commune :

Comme indiqué dans la réponse au considérant 2, le zonage NCa correspond à la surface dans le PLU modifié tel qu'approuvé le 02 mars 2015. En effet, cette modification consiste à reprendre ce même périmètre de manière à intégrer correctement le périmètre d'exploitation de la carrière (cf figure ci-dessous et voir également dans la notice de présentation de la modification la partie 1.1.2. Contexte et motifs de la procédure de modification simplifiée).



-  Périmètre de la modification simplifiée n°2 en date du 02 mars 2015 ~~et périmètre de la présente modification~~
-  Périmètre de localisation de la carrière présent dans le dossier de la modification simplifiée n°2 du 02 mars 2015
-  Périmètre de l'arrêté préfectoral du 05 mars 2018
-  Périmètre du dossier de demande du 28 février 2025

Contrairement à ce qui est écrit dans les considérants, le recalage du parcellaire n'a pas pour effet d'agrandir le zonage NCa de 4 hectares.

Considérant 6

Considérant de la MRAe

Considérant en matière de préservation de la biodiversité, que :

- la protection des forêts urbaines d'altitude protégées au titre des L151-23 et R.151-43 (4°) du code de l'urbanisme permet le défrichement ou les coupes rases « pour les travaux autorisés », ne permettant pas au PLU de garantir l'absence d'incidence sur ce milieu et les espèces associés ;
- les mesures prises au niveau du projet ne peuvent être retenues comme mesures du PLU, notamment :
 - la mise en œuvre, par l'exploitant de mesures d'évitement de ces zones boisées permettant ainsi de garantir la conservation de l'habitat et l'absence d'impact sur les secteurs à forte sensibilité ;
 - les mesures de réduction des effets temporaires des opérations de remblayage de la fosse d'extraction du site ;
 - la vocation après 2038 d'un aménagement d'une zone naturelle boisée afin de créer une continuité avec les massifs boisés attenants n'est pas inscrite au PLU ;
- un impact positif sur la trame verte et bleue et la biodiversité n'est à considérer que dans le cas où la vocation naturelle suite à renaturation ou aménagement paysager est prévue après remblaiement et reboisement pour créer une continuité avec les massifs voisins ;
- la destruction d'habitat d'espèces pouvant avoir colonisé la fosse (faune ou flore pionnières) par le remblaiement est également identifiée comme impact négatif potentiel (faible)

Réponses détaillées apportées par la commune :

1. Pour ce qui concerne les boisements de sensibilité forte (secteurs de forêt urbaine d'altitude protégés au titre des articles L.151-23 et R.151-43 (4°)) la commune renvoie à ses observations sur le considérant 4 (point 1) :

Il est effectivement recensé au sein de la zone NCa concernée par la présente modification.

Pour autant, la modification envisagée du PLU n'aura aucun impact sur ces boisements.

Toutefois, la commune souhaite réaffirmer encore plus explicitement sa volonté de ne porter aucune atteinte à ces milieux.

Ainsi, elle prend en compte l'avis de la MRAe sur ce point et renforce le règlement écrit (article 2-NCa). La nouvelle version précise que les exceptions concernant les forêts urbaines d'altitude protégées au titre des L.151-23 et R.151-23 (4°) du Code de l'urbanisme pour les travaux autorisés ne pourront se faire qu'au sein du périmètre d'autorisation d'exploitation, mais non pas dans l'intégralité de la zone NCa et ce, via la mention suivante : « En dehors du périmètre d'exploitation de la carrière en vigueur, les boisements doivent être préservés ».

Enfin, il convient enfin de souligner que le projet de l'exploitant n'entraînera aucune atteinte à ces secteurs (mesures d'évitement). Au contraire, les opérations de remise en état prévues visent à restituer ces espaces à leur vocation initiale, par l'aménagement d'une zone naturelle boisée permettant d'assurer une continuité écologique avec les massifs boisés attenants (source : porter à connaissance de la carrière, établit pour préciser les détails du projet).

2. S'agissant spécifiquement de la « vocation après 2038 » le règlement écrit (article 2-NCa) a également été renforcé en fixant une règle garantissant la vocation écologique du milieu après exploitation.

Ainsi, l'article 2-Nca prévoit que la vocation du site, à l'issue de son exploitation, soit de redevenir une zone naturelle boisée en continuité avec les massifs boisés attenants :

« A l'issue de la période prévue d'exploitation du site, les espaces exploités seront restitués au milieu naturel, dans le but de développer une continuité avec les massifs boisés attenants ».

La renaturation du site est ainsi explicitement encadrée par la présente modification du PLU.

Considérant 7

Considérant de la MRAe
Considérant qu'en matière de nuisances, l'étude d'impact de 2017 indique que les riverains les plus proches sont situés à 50 m de la carrière de l'autre côté de la route départementale et que d'autres habitations se situent à 100 m en amont

Réponses détaillées apportées par la commune :

Cette question ne concerne que l'exploitation et non la procédure de modification du PLU.

On notera, à toute fin utile, que les sources de bruit engendrés par l'activité de la carrière seront les mêmes qu'actuellement.

Au niveau des habitations les plus proches, les émergences devront respecter la réglementation en vigueur. Il est d'ailleurs précisé dans le porter à connaissance de l'exploitant que le bruit généré par l'activité n'a jamais été à l'origine de nuisances particulières pour le voisinage.

Ainsi, cette modification n'entraînera aucune incidence supplémentaire sur le voisinage par rapport à l'exploitation actuelle.

Considérant 8

Considérant de la MRAe

Considérant qu'en matière de préservation des sites archéologiques, la prise en compte par l'extension de la carrière des enjeux relatifs à l'interdiction d'exploiter une zone archéologique de la parcelle cadastrale n°1390, ne fait l'objet ni d'une présentation, ni d'une mesure dédiée

Réponses détaillées apportées par la commune :

Pour ce qui concerne le patrimoine archéologique, la commune renvoie à ses observations sur le considérant 4 (point 2).

*Afin de confirmer la protection des sites archéologiques, **la commune prend en compte l'avis de la MRAe et renforce le règlement écrit (article 2-NCa)** afin d'indiquer que : « Les travaux d'exploitation de la carrière sont interdits au sein de l'emprise des sites archéologiques avérés, conformément à l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 portant interdiction d'exploiter une zone d'une surface de 8 540 m², localisée à l'Est de la carrière ». **En outre, le site archéologique fait désormais l'objet d'une présentation détaillée dans la notice de présentation.***

On notera, au demeurant, que les sites archéologiques avérés situés dans l'emprise du secteur NCa ne seront pas impactés par l'exploitation du site.

En effet, le périmètre d'autorisation d'exploitation présent dans le dossier de demande du 28/02/2025 n'empiète pas sur les sites archéologiques avérés mentionnés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2005 portant interdiction d'exploiter une zone d'une surface de 8 540 m², localisée à l'Est de la carrière (parcelle n°1390-lieu-dit « La Plagne »). L'arrêté préfectoral et le plan permettant de situer la zone de protection ont été annexés à la notice de présentation.

Concernant le patrimoine archéologique, le périmètre d'autorisation d'exploitation présent dans le dossier de demande du 28/02/2025 n'intersecte pas les sites archéologiques avérés mentionnés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2005 portant interdiction d'exploiter une zone d'une surface de 8 540 m², localisée à l'Est de la carrière (parcelle n°1390-lieu-dit « La Plagne »). L'arrêté préfectoral ainsi que le plan permettant de situer la zone de protection ont été annexés à la notice de présentation. Les sites archéologiques avérés situés dans l'emprise du secteur NCa ne seront donc pas impactés par l'exploitation du site.

Considérant 9

Considérant de la MRAe

Considérant les incidences prévisibles négatives (faibles) sur la gestion des ressources, des risques et des nuisances, et notamment :

- le risque de dépôt de matériaux non conformes (polluants, non inertes), pouvant contaminer les sols ou les eaux souterraines ; sachant que la mise en dépôt des remblais sera réalisée dans le respect de l'arrêté du 12 décembre 2014 ;
- la perturbation possible de la circulation des eaux de surface ou souterraines (zones humides, nappes phréatiques) ; sachant que le site se situe dans le périmètre de protection rapproché d'un captage de secours non utilisé La Mine à environ 450 m à l'aval au Nord

Réponses détaillées apportées par la commune :

Ici encore, cette question ne concerne que l'exploitation et non la procédure de modification du PLU. Il appartiendra au seul exploitant de mettre en œuvre son activité dans le respect de la réglementation en vigueur.

Rendu de l'avis de la MRAe

Avis de la MRAe

La modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Macot-la-Plagne, commune déléguée de La Plagne-Tarentaise (73) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux, dont l'objectif est notamment de :

- s'assurer de la protection des forêts dans le nouveau zonage Nca du PLU ;
- présenter et intégrer la préservation des sites archéologiques ;
- garantir la vocation naturelle à terme de la zone Nca ;

Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour la personne publique responsable de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Réponses détaillées apportées par la commune :

La commune souhaite, **en premier lieu**, attirer particulièrement l'attention de la MRAe sur le fait que la modification à l'étude n'emporte pas d'extension de l'emprise de la zone NCa d'environ 4 hectares (voir justifications dans les considérants 2 et 5). Le zonage NCa tel que proposé dans cette modification simplifiée n°1 reprend le zonage NCa existant dans le PLU modifié approuvé le 02 mars 2015 (qui n'avait pas été repris suite à une erreur formelle dans le PLU de 2019).

La commune souhaite, **en second lieu**, rappeler qu'elle a tenu compte des observations formulées dans l'avis sur les trois enjeux principaux relevés.

Ainsi, **des précisions ont été apportées au projet de modification simplifiée n°1 du PLU** en vue s'assurer de la protection des forêts, des sites archéologiques et de la vocation naturelle à terme de la zone NCa :

- Concernant **la protection des forêts, le règlement écrit a été renforcé** (article 2-NCa) afin de préciser que les exceptions concernant les forêts urbaines d'altitude protégées au titre des L.151-23 et R.151-23 (4°) du Code de l'urbanisme pour les travaux autorisés ne pourront se faire qu'au sein du périmètre d'autorisation d'exploitation, mais non pas dans l'intégralité de la zone NCa (Considérant 6). Il convient enfin de souligner que le projet de l'exploitant n'entraîne aucune atteinte à ces secteurs (mesures d'évitement). Cette disposition permet ainsi d'assurer la protection des forêts au sein de la zone NCa (voir justifications dans les considérants 4 et 6)
- Concernant **la protection des sites archéologiques avérés, le règlement écrit a été renforcé** (article 2-NCa) et fait désormais mention de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 portant interdiction d'exploiter une zone d'une surface de 8 540 m², localisée à l'est de la carrière (Considérants 4, 8). Les sites archéologiques avérés situés dans l'emprise du secteur NCa ne seront donc pas impactés. **En outre, le site archéologique fait désormais l'objet d'une présentation détaillée dans la notice de présentation, à laquelle l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 a été expressément annexé** (voir justifications dans les considérants 4 et 8).
- Considérant **la vocation naturelle à terme de la zone NCa, le règlement écrit a été renforcé** (article 2-NCa) afin de préciser la vocation de restitution du site de carrière au milieu naturel, avec pour but de renforcer les continuités avec les massifs boisés attenants à l'issue de l'exploitation du site (voir justifications dans le considérant 6).

Tels sont les motifs pour lesquels nous vous demandons de procéder à la reconsidération de l'avis que vous avez émis le 20 novembre dernier et de dispenser la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Macot-la-Plagne (commune nouvelle : La Plagne-Tarentaise) d'une évaluation environnementale.

Au regard des différents considérants de la MRAe et des réponses apportées par la commune et développés ci-dessus, je vous serais reconnaissant de bien vouloir reconsidérer votre position sur l'obligation d'évaluation environnementale imposée à la commune de La Plagne Tarentaise dans le cadre de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune déléguée de Macot la Plagne.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

